



SAISIR LE MOMENTUM

pour renforcer le **leadership mondial du Canada** en matière de santé et de droits sexuels et génésiques

RAPPORT DE L'INITIATIVE DE PLANIFICATION DE L'AVENIR
SUR LA RÉUNION STRATÉGIQUE SUR LA SANTÉ ET LES
DROITS SEXUELS ET GÉNÉSQUES
(29 et 30 juin 2022)



FUTURE PLANNING INITIATIVE

ADVOCATING FOR CANADIAN LEADERSHIP ON SEXUAL AND REPRODUCTIVE HEALTH AND RIGHTS

Saisir le momentum pour renforcer le leadership mondial du Canada en matière de santé et de droits sexuels et génésiques

Rapport de l'Initiative de planification de l'avenir sur la Réunion stratégique sur la santé et les droits sexuels et génésiques (29 et 30 juin 2022)

Préparé par l'Initiative de planification de l'avenir

L'Initiative de planification de l'avenir (IPA) est une coalition d'organismes canadiens qui militent collectivement pour le leadership du Canada en matière de SDG. Reconnaisant que ces droits sont centraux à la santé et au développement durable, l'IPA travaille à l'avancement de l'ordre du jour de la SDG. Les membres de l'IPA sont : Action Canada pour la santé et les droits sexuels; Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants; Coopération Canada (anciennement le Conseil canadien pour la coopération internationale); Canada Global; Inter Pares; Oxfam Canada.

Action Canada pour la santé et les droits sexuels reconnaît avec gratitude le territoire ancestral non cédé de la nation Algonquine-Anishinabeg, dans lequel ses bureaux sont situés. Les membres de l'équipe d'Action Canada vivent, travaillent et s'organisent sur les territoires non cédés ou régis par des traités, de nombreuses nations autochtones – des nations qui ont été depuis des temps immémoriaux et qui demeurent les gardiennes des terres appelées aujourd'hui Canada. Il est vital que nous axions nos travaux pour la justice reproductive sur une approche de réconciliation et de décolonisation.

Merci à notre rapporteuse, Insiya Mankani, à l'animatrice, Nora Sheffe, et aux leaders et scribes bénévoles des petits groupes de discussion.

Prière de noter que les recommandations contenues dans ce rapport résument les discussions tenues le 29 et 30 juin 2022 et ne représentent pas nécessairement les points de vue de tou-te-s les participant-es.

Pour plus de renseignements, contacter info@actioncanadashr.org

futureplanninginitiative.ca



CONTEXTE

L'Initiative de planification de l'avenir (IPA) est une coalition de six organismes de la société civile canadienne qui travaillent à l'échelle mondiale et nationale pour faire progresser la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG). Ses organismes membres comprennent Action Canada pour la santé et les droits sexuels, le Partenariat canadien pour la santé des femmes et des enfants, Coopération Canada, Inter Pares, Canada Global et Oxfam Canada.

La sixième retraite de l'IPA a réuni des intervenant-es de tous les secteurs gouvernementaux, de la santé mondiale, des droits de la personne, du féminisme et du développement (au Canada et dans le monde) pour aborder deux objectifs généraux :

- » faire le point sur l'engagement du Canada en matière de SDSG et évaluer la mise en œuvre, la responsabilisation et la mise à l'échelle; et
- » se pencher sur des stratégies pour renforcer l'engagement du Canada et son leadership en matière de SDSG dans le monde.

Au cours de deux séances de chacune une demi-journée en personne, les participant-es ont partagé leurs connaissances, discuté des lacunes et des obstacles, développé des stratégies pour rehausser la responsabilisation, et identifié d'autres occasions de leadership et de plaidoyer du Canada en matière de SDSG.

Ce fut un moment précieux pour raviver les liens du réseau de champion-nes qui font avancer l'ordre du jour de la SDSG au sein du gouvernement et de la société civile au Canada et dans le monde, après deux années de réunions uniquement virtuelles, vu la pandémie de COVID-19.

SITUER LA CONVERSATION

Au début de l'année 2022, une ébauche de jugement de la Cour suprême des États-Unis a fait l'objet d'une fuite qui laissait présager la décision officielle d'abroger l'arrêt *Roe v. Wade* qui protégeait au niveau fédéral le droit à l'avortement aux États-Unis depuis plus de 50 ans. Dans le contexte de cette annulation, nous continuons d'assister à une organisation croissante anti-droits, de la part de divers acteurs étatiques et non étatiques,¹ ce qui a des répercussions sur les systèmes communautaires, nationaux et multilatéraux qui contribuent à protéger et à défendre les droits humains et le droit à l'autonomie corporelle dans les pays du monde entier.² La décision des États-Unis enhardira sans doute les militant-es anti-droits – et cela rappelle au Canada l'importance cruciale de maintenir une position d'appui résolu à la santé et aux droits sexuels et génésiques à l'international. Malgré des difficultés croissantes, les militant-es et les défenseur(-euse)s des droits humains, aux quatre coins du monde, continuent de défendre leur place et d'innover. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié au début de 2022 de nouvelles lignes directrices sur l'avortement qui ont marqué un grand progrès en définissant clairement les soins liés à l'avortement comme étant essentiels à la réalisation des droits humains fondamentaux. Ces lignes directrices offrent un large éventail de recommandations politiques et législatives pour la prestation complète et accessible de l'avortement.³

Lors de la réunion, les expert-es de l'OMS et de l'Institut Guttmacher ont réaffirmé l'importance de camper la programmation SDG dans un cadre de droits humains et d'intégrer la santé sexuelle et génésique dans les investissements et les approches de la couverture sanitaire universelle (CSU).⁴ Il a été noté que nous assistons à une évolution considérable du point de vue des droits humains dans les documents d'orientation et de référence sur la prestation des soins contraceptifs,⁵ des soins d'avortement⁶ et de l'éducation sexuelle complète (ÉSC),⁷ ce qui montre un consensus croissant sur l'approche de la santé sexuelle et génésique au-delà d'un point de mire sur la santé individuelle au profit d'une approche plus large en faveur de la réalisation des droits humains.

De pair avec ce cadre de politiques positives, des données ont mis en évidence des lacunes persistantes dans la mise en œuvre de cette théorie dans la pratique : manque d'attention et d'investissement dans les domaines négligés, à l'échelle mondiale; et inégalités d'accès et de services pour les populations les plus défavorisées, au sein des pays et entre eux. Dans ce contexte, l'investissement du Canada joue un rôle essentiel pour mettre en lumière les domaines de la santé et des droits sexuels et génésiques qui reçoivent moins de soutien et pour établir une approche solide pour les programmes dans ces domaines.

- 1 Neil Datta (2021), Tip of the Iceberg: Religious Extremist Funders against Human Rights for Sexuality and Reproductive Health in Europe 2009 – 2018 <https://www.epfweb.org/sites/default/files/2021-08/Tip%20of%20the%20Iceberg%20August%202021%20Final.pdf>
- 2 AWID (2021), Rights at Risk Observatory on the Universality of Rights Trends Report https://awid.org/sites/default/files/2022-01/RightsAtRisk_TimeForAction_OURsTrendsReport2021.pdf
- 3 Organisation mondiale de la Santé (2022), Abortion Care Guideline <https://apps.who.int/iris/handle/10665/349316>
- 4 Organisation mondiale de la Santé (2022), Critical considerations and actions for achieving universal access to sexual and reproductive health in the context of universal health coverage through a primary health care approach <https://www.who.int/publications/i/item/9789240052659>
- 5 Organisation mondiale de la Santé (2014), Framework for ensuring human rights in the provision of contraceptive information and services <https://www.who.int/publications/i/item/9789241507745>
- 6 Organisation mondiale de la Santé (2022), Abortion Care Guideline <https://apps.who.int/iris/handle/10665/349316>
- 7 UNESCO, ONUSIDA, UNFPA, UNICEF, UN Women Joint Publication (2018) Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle – Une approche factuelle https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183281_fre

LACUNES EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE DROITS SEXUELS ET GÉNÉSIQUES

DOMAINES NÉGLIGÉS : soins d'avortement sûr, SDG des adolescent-es, soins contraceptifs complets, plaidoyer

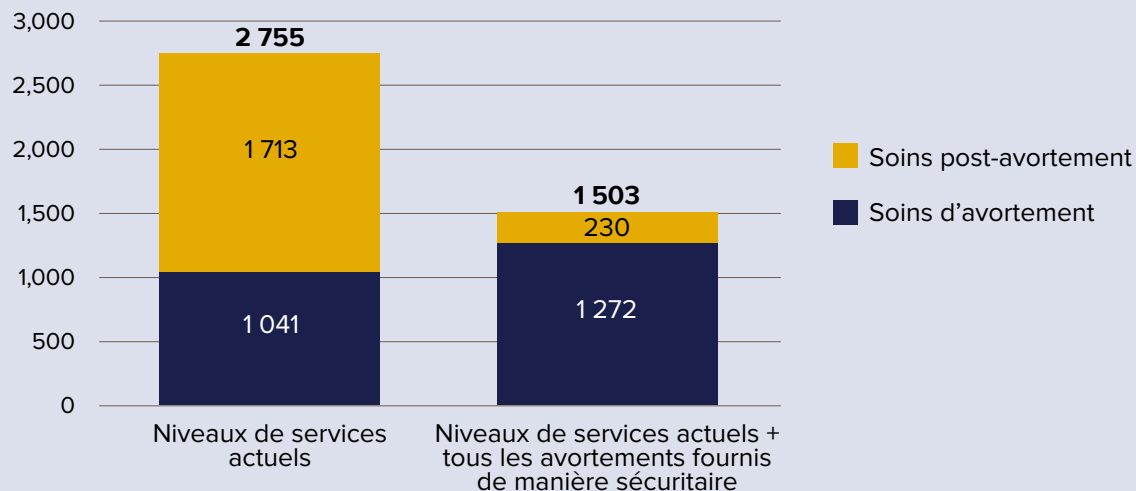
INÉGALITÉS PERSISTANTES AU SEIN DES PAYS ET ENTRE EUX : Les besoins les plus grands sont parmi les groupes les plus défavorisés (adolescent-es, LGBTQI+, réfugié-es et personnes déplacées, etc.)

L'importance du leadership et du plaidoyer en matière d'avortement est plus cruciale que jamais.

Les données présentées ont également mis en évidence les économies considérables que représente la prestation de services de contraception et de services d'avortement sûr. Alors que, dans l'ensemble, les investissements en matière de contraception permettent d'économiser 3 dollars pour chaque dollar investi, une approche des services liés à l'avortement fondée sur les droits pourrait entraîner une réduction de 45 % des coûts des soins de santé en réduisant considérablement le montant des investissements en matière de soins post-avortement qui sont nécessaires en raison de procédures non sécuritaires.⁸

Une approche fondée sur les droits réduit de 45 % les coûts annuels en services liés à l'avortement

Coûts totaux (en millions \$US) 2019



Source: Sully EA et coll., *Adding it Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019*, New York: Institut Guttmacher, 2020

8 Sully EA et coll. (2020) *Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019*, New York: Guttmacher Institute www.guttmacher.org/report/adding-it-up-investing-in-sexual-reproductive-health-2019

Le monde continue de naviguer dans les mesures liées à la COVID-19 et dans la transition vers une situation post-pandémie où la préparation aux pandémies, les investissements dans les systèmes de santé et la reprise économique sont des priorités clés. Dans ce contexte, il est essentiel de générer et de partager des preuves de l'impact positif des investissements en SDG. Par exemple, à l'heure actuelle, le Canada et d'autres pays ont été mis au défi de développer des réponses au contexte géopolitique de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à l'effet cumulatif qu'elle a eu sur la crise de la famine croissante qui se développe depuis des années. En tant que telle, la preuve de l'impact de l'investissement dans la santé et les droits sexuels et génésiques est essentielle pour préserver le soutien dans ce domaine. Bien que ces crises aient un impact considérable sur le travail du Canada, elles n'ont pas supplanté les investissements existants en matière de SDG et les champion-nes poursuivent l'important travail consistant à montrer clairement comment la SDG est à la fois liée et sous-jacente au développement mondial et à la réalisation de nombreux droits fondamentaux.⁹

Lors des discussions sur l'ensemble de la situation actuelle, les participant-es ont souligné l'importance de préserver les investissements actuels dans un contexte de défis mondiaux croissants; la nécessité de démontrer des liens clairs entre la santé et les droits sexuels et génésiques et leur impact positif général sur le système de santé; l'importance de maintenir une approche basée sur les droits humains pour la programmation et le plaidoyer en matière de SDG; et le défi que la privatisation de la santé et de l'éducation pose à la réalisation des priorités en matière de SDG.

Plus que jamais, les investissements et le soutien politique mondial au domaine de la SDG doivent être non seulement pérennisés, mais aussi renforcés. Ceux-ci sont des choix politiques et financiers d'une importance cruciale qui permettent de respecter les droits humains fondamentaux et de soutenir un plan de développement équitable pour les femmes, les jeunes filles et leurs communautés en général.

9 Assemblée générale des Nations Unies (2021), Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/195/84/PDF/N2119584.pdf?OpenElement>

L'ENGAGEMENT ET LE PROGRÈS DU CANADA JUSQU'À PRÉSENT

Faire le point sur le progrès vers la réalisation de l'engagement de dix ans

En juin 2019, le premier ministre Trudeau a annoncé un engagement de 700 millions de dollars par année pendant dix ans en faveur de la santé sexuelle et génésique, « concentr[é] sur les secteurs les plus négligés de ce domaine » afin d'« autonomiser 18 millions de femmes et de filles dans les pays en développement d'ici 2030 ». ¹⁰ La taille et la portée de cet engagement garanti font du Canada un donateur important dans le domaine de la santé et des droits sexuels et génésiques. La démonstration de la mise en œuvre et du déploiement de cet engagement et de son impact ultérieur reste une priorité claire.

Les participant-es à la réunion ont discuté du cadre de responsabilisation pour l'engagement de 10 ans (E10A) qui soutient une prise de décision éclairée, une responsabilisation et une transparence accrues ainsi qu'un suivi et une évaluation améliorés. Le rapport comprend un codage des sous-secteurs pour assurer le suivi des investissements dans les domaines négligés au-delà de ce qui était possible auparavant en utilisant uniquement les codes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le nouveau système de codage et cadre de responsabilisation permettra de voir clairement si le Canada atteint les objectifs fixés, dans sa distribution des dépenses, et à quels éléments il devrait porter attention pour garantir l'investissement dans les domaines négligés de l'avortement, de la contraception, de la SDGS des adolescent-es, y compris l'ÉSC, et du plaidoyer en matière de SDGS. ¹¹

Un premier aperçu des dépenses actuelles nécessite des données additionnelles pour indiquer si les dépenses sont sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de 700 millions de dollars pour la SDGS dès 2023. Un survol des investissements réalisés dans les domaines négligés au cours des exercices 2019-20 et 2020-21 révèle des investissements déséquilibrés entre les domaines négligés : l'avortement et l'ÉSC sont les plus négligés d'entre eux. On a signalé qu'un environnement politique difficile touchait la mise en œuvre de programmes d'ÉSC, et reconnu que cela a entraîné un niveau moindre de dépenses en la matière. On a discuté du rôle des parties multilatérales dans l'augmentation des dépenses, en reconnaissant que l'attention et le plaidoyer sont cruciaux pour donner la priorité à des dépenses équilibrées, indépendamment des mécanismes utilisés. Garantir l'investissement dans tous les domaines négligés reste d'une importance capitale.

En ce qui a trait aux dépenses, on a noté qu'il faudra chercher à clarifier le soutien institutionnel à long terme du Canada aux institutions multilatérales, en veillant à ce qu'il y ait un alignement

10 Le premier ministre Trudeau fait une annonce à la conférence Women Deliver 2019 : <https://pm.gc.ca/fr/videos/2019/06/04/premier-ministre-trudeau-fait-annonce-la-conference-women-deliver-2019>

11 Initiative de planification de l'avenir (2019), Aborder les domaines négligés de la santé sexuelle et génésique et des droits qui s'y rattachent : Principes et pratiques efficaces <https://www.actioncanadashr.org/sites/default/files/2021-05/FPI%20Report%20-%20addressing-neglected-areas-in-SRHR-FR.pdf>

approprié entre ce qui est considéré comme des investissements plus larges en matière de santé et des investissements plus spécifiques dans les domaines négligés en SDSG. Des discussions sur l'importance de maintenir l'investissement touchant la violence fondée sur le genre (VFG) sont revenues tout au long des conversations et un suivi supplémentaire devrait être effectué pour assurer une compréhension partagée de la façon dont les investissements essentiels en matière de VFG interagissent avec les investissements distincts dans les domaines négligés en SDSG.

Clarifier le potentiel de leadership du Canada

L'E10A du Canada a fait du pays l'un des plus importants donateurs en SDSG au monde. Grâce à la combinaison de cet engagement avec l'appui politique et stratégique à la SDSG tel qu'indiqué dans sa Politique féministe d'aide internationale (PFAI), le Canada est très bien placé pour catalyser un soutien et des investissements supplémentaires au niveau mondial. Le Canada a largement maintenu un soutien politique visible en faveur de la santé et des droits sexuels et génésiques à l'échelle mondiale. Toutefois, les participant-es ont noté que le Canada se doit non seulement de maintenir sa présence mondiale, mais aussi d'adopter ouvertement des positions audacieuses et bien solides dans les principales arènes mondiales. Un examen des niveaux de leadership a permis de constater que la visibilité de la SDSG en tant que question centrale pour le gouvernement canadien a connu des hauts et des bas. On a signalé que le Canada a semblé délaisser le rôle de leadership public qu'il avait adopté, dans le plaidoyer mondial, et que dans le contexte actuel il serait utile qu'il augmente à nouveau sa présence.

Tout au long des discussions sur les niveaux de leadership, les participant-es partageaient collectivement un sentiment que des progrès avaient été réalisés au niveau du leadership du ministère, pour soutenir la mise en œuvre efficace de l'E10A. Les participant-es ont noté l'absence significative de partenaires du secteur privé et de la sphère philanthropique, dans la communauté SDSG au Canada, et ont fait remarquer que des efforts continus devraient être faits pour engager et amener ces parties dans la communauté des champion-nes. Il a été reconnu qu'une collaboration entre le ministère, la société civile et le leadership politique serait utile pour amener des parties privées et philanthropiques dans le cercle. L'accès à l'avortement a été reconnu comme un thème d'actualité et important à approfondir, et une attention particulière devrait être accordée à la durabilité de l'agenda de plaidoyer pour la SDSG en supplément à l'E10A existant.

La section qui suit aborde des idées qui ont émergé au cours de la conversation comme étant des occasions de construire sur les fondations en place et de profiter de l'élan existant afin de renforcer le leadership du Canada en matière de SDSG.

Renforcer le leadership du Canada

Leadership d'idées et innovation

Les participant-es ont noté que le Canada a l'occasion de faire preuve de leadership d'idées et d'innovation en documentant et en analysant le déploiement de la programmation de l'E10A. La création d'un cadre annuel de responsabilisation qui offre une plateforme d'échange et de dialogue avec la société civile est en soi un modèle positif à mettre en valeur. On a le sentiment qu'il est possible d'accroître la collaboration et la coordination avec la recherche existante sur la SDSG financée par le Canada (comme par le biais du Centre de recherches pour le développement international) et qu'il est possible d'explorer d'autres mécanismes par lesquels des expert-es pourraient participer plus étroitement à l'orientation et au leadership quant aux priorités du ministère

et du plaidoyer. On a évoqué dans ce contexte les idées d'un groupe consultatif d'expert-es et d'une ambassadrice de la SDSG. On a de plus exprimé le souhait que le Canada rende visibles les liens nationaux et mondiaux, et relie les Canadien-nes locaux et de la base, qui travaillent à soutenir le plaidoyer en SDSG, aux défenseur(-euse)s de la base qui appuient la SDSG dans le monde.

Leadership en matière de plaidoyer

Un consensus s'est observé quant au fait que le Canada a beaucoup à célébrer et à mettre en valeur, quant à son engagement et à ses programmes actuels, auprès du public canadien et des acteurs mondiaux. Les participant-es ont souligné que la clé pour comprendre et amplifier cela sera un engagement cohérent et soutenu avec les organismes de la société civile, pour assurer une compréhension commune de nos succès et de nos défis et pour rehausser les occasions de démontrer l'impact positif de l'E10A. Des personnes ont exprimé l'opinion que l'engagement parlementaire entre partis était important pour faire en sorte que la santé et les droits sexuels et génésiques puissent être mieux compris et soutenus comme un investissement essentiel au développement. Une conversation importante a porté sur les possibilités pour le Canada d'occuper plus d'espace sur la scène mondiale. Les participant-es ont discuté de l'intérêt de cette démarche, qui comporte trois éléments : la capacité de soutenir et d'influencer la conversation internationale sur la SDSG; l'importance de faire de la SDSG une priorité canadienne au sein de la communauté mondiale; et l'intérêt de faire comprendre aux Canadien-nes l'importance et la valeur de la SDSG, ce que nous abordons de plus près dans la section ci-dessous. Parmi les possibilités particulières méritant d'être explorées plus à fond, mentionnons la création d'un poste d'ambassadrice de la SDSG, s'inspirant du modèle réussi de l'ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité; le leadership du Canada dans un rassemblement mondial sur l'avortement sûr, un enjeu qui est actuellement lacunaire dans le paysage mondial; la reconnaissance de la Journée internationale pour l'avortement sûr – le 28 septembre; le soutien continu et la participation à des plateformes mondiales de plaidoyer existantes comme She Decides et FP2030; et l'utilisation d'un langage favorable dans des forums comme l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme, le G7 et d'autres organismes multilatéraux. Il a également été reconnu que 2023 sera une année clé lorsque le Canada atteindra son objectif-jalon d'augmentation de son financement, et que la célébration de ce jalon jouera un rôle important dans la reconnaissance du leadership mondial du Canada.

La SDSG dans le cadre de l'identité féministe du Canada

Les participant-es ont reconnu que, dans l'ensemble du pays, le public n'a peut-être pas une grande connaissance de la gamme complète des activités du Canada en faveur de la SDSG. Ils/elles ont signalé que la création d'un soutien à la fois au sein du parlement et dans le public plus large pour les SDSR était essentielle à la mise en œuvre de la PFAI du Canada. L'utilisation d'une approche féministe du plaidoyer mondial de manière plus générale, appuieraient les approches à long terme et pangouvernementales de la SDSG et des domaines négligés en particulier. Il a été reconnu que le fait de relater des histoires de réussite et de montrer les expériences réelles qui sont influencées par le soutien à la SDSG contribuerait grandement à rehausser l'appui du public. Enfin, il a été noté qu'un engagement accru à l'étranger au niveau des pays et par le biais des canaux diplomatiques pourrait contribuer à rendre visibles et à ancrer les priorités en matière de SDSG dans la présence mondiale du Canada, de manière à faire écho à cette présence mondiale et à mettre en lumière les succès de ses programmes.

Occasions à explorer dans l'avenir

Nous nous trouvons actuellement dans une nouvelle fenêtre d'opportunité pour stimuler l'appui du public et l'engagement mondial en faveur de la promotion de la santé et des droits sexuels et génésiques. Dans ce contexte, les possibilités suivantes ont été évoquées tout au long des séances, pour exploration future :

- » Explorer les possibilités de plaidoyer mondial identifiées pour le Canada afin d'accroître sa présence et son impact, notamment :
 - le leadership du Canada dans un rassemblement mondial périodique sur l'avortement sûr, réunissant des bailleurs de fonds, chercheur(-euse)s, soutiens philanthropiques et privés, militant-es et ONG locaux, pour mettre en lumière les pratiques exemplaires de pays des quatre coins du monde;
 - la création d'un poste d'ambassadrice de la SDG; et
 - un engagement accru auprès des principaux forums de plaidoyer pour la santé et les droits sexuels et génésiques, entre autres She Decides et FP2030.
- » Reconnaître et valoriser publiquement le jalon 2023 de l'augmentation du financement et l'impact de l'E10A du Canada.
- » Favoriser un soutien pangouvernemental et interparlementaire à l'égard du plaidoyer et du soutien du Canada à l'appui des SDG, par le biais de forums parlementaires tels que l'Association canadienne des parlementaires pour la population et le développement, et par un plaidoyer interministériel et l'appui aux principaux porte-flambeaux.
- » Soutenir le développement de solides champion-nes diplomatiques au niveau des pays afin d'appuyer le programme du Canada en matière de SDG;
- » Instaurer une collaboration et une réflexion périodiques entre la société civile et le ministère, concernant la publication des résultats du cadre de responsabilisation pour l'E10A afin d'entretenir une compréhension partagée de la manière dont le déploiement du financement s'effectue, de même que des domaines dans lesquels des soutiens et des ajustements doivent être apportés pour renforcer et améliorer le programme.
- » Maintenir un solide cadre de droits humains pour toutes les approches de la SDG, et l'intégrer dans les priorités programmatiques et de plaidoyer, en s'appuyant sur les orientations ministérielles existantes et sur l'expertise de la société civile,¹² et en soutenant les actions mondiales qui renforcent l'ensemble de cette approche.
- » Explorer les possibilités d'intégrer davantage l'expertise de recherche et de collaborer avec les chercheur(-euse)s en matière de SDG.
- » Clarifier les attentes liées à l'attribution des engagements financiers de l'E10A, spécifiquement en ce qui concerne les dépenses multilatérales et le positionnement des engagements relatifs à la VFG.

12 Action Canada pour la santé et les droits sexuels (2022), Domaines négligés en santé et droits sexuels et génésiques <https://www.actioncanadashr.org/fr/node/1370>

